ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 29 juin 1972, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif au règlement de discipline en application dans les forces armées," a donné le 10 juillet 1972 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e juni 1972 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het tuchtreglement van toepassing bij de krijgsmacht", heeft de 10e juli 1972 het volgend advies gegeven :

La discipline militaire est toujours régie, en notre pays, par le règlement du 15 mars 1815, promulgié par décret du Prince Souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas et rendu applicable dans les Provinces Belgiques par un arrêté royal du 17 avril 1815 (Rec. Lég. t. II, n°s 643 et 652).

Il fut maintenu en vigueur "jusqu'à révision ultérieure" par un arrêté du Gouvernement provisoire du 27 octobre 1830 sur l'organisation provisoire de l'armée belge (Rec. Lég. T. III, n° 887).

Le règlement de 1815 fut remanié et complété à diverses reprises et notamment par un arrêté royal du 30 mai 1916.

Alors que le règlement de discipline militaire du 15 mars 1815 a la valeur d'une disposition législative (Cass. 29 mai 1911, Pas. 1911, I, 306 ; Cass. 22 janvier 1924, Pas. 1924, I, 147 ; Cass. 7 avril 1930, Rev. Dr. pén. et crim. 1930, p. 486), la légalité de l'arrêté royal du 30 mai 1916 ne paraît pouvoir être admise que dans celles de ses dispositions qui ont pour objet d'exécuter le décret du 15 mars 1815 (Cass. 22 janvier 1924, Pas. 1924, I, 147).

L'adoption du présent projet aura donc l'avantage de rétablir un régime de sécurité juridique dont la nécessité a été soulignée à plusieurs reprises par le Conseil d'Etat.

.../...

INTITULE.

L'intitulé suivant est proposé :

"Projet de loi portant le règlement de discipline des forces armées".

DISPOSITIF.

Article 1.

Au liminaire du § 1er, le mot "expresses" devrait être omis.

Article 2.

Encore que l'exposé des motifs explique à suffisance l'hypothèse envisagée, il serait préférable de compléter le texte de cet article en insérant les termes : "dont il est question à l'article 15, § 4, des lois coordonnées sur la milice" entre les mots "de l'armée" et les mots "pendant qu'ils sont ...".

Article 6.

A cet article il convient d'écrire "dispositions législatives ou réglementaires".

.../...

Article 8.

Pour éviter la répétition de ce qui a été dit à l'article 7, il est proposé d'omettre la première phrase et d'écrire :

"L'ordre doit avoir pour objet ... (la suite comme au projet) ... ".

Article 9.

Le texte suivant est proposé pour le 2° :

"... imposées par la Constitution, les dispositions législatives ou réglementaires, ainsi que par les règlements, instructions et ordres applicables aux forces armées;".

La suite du texte du projet est superflue et doit être omise.

Article 11.

Selon la déclaration de l'officier délégué, la rédaction de l'alinéa 1er du § 2 de cet article n'est pas conforme aux instructions du Gouvernement, qui entend limiter l'objet des ordres au service. Il y a donc lieu d'omettre, à l'alinéa 1er, les mots "pour l'exécution des lois et des règlements ainsi que ceux qui leur sont donnés".

Les alinéas 2 et 3 du § 2 ont pour objet de régler les conséquences de l'ordre donné par un supérieur à son subordonné lorsque l'exécution de cet ordre entraînerait la perpétration d'un crime ou d'un délit.

.../...

Le projet dispose qu'en pareil cas, l'ordre ne peut être exécuté. Au cas où il le serait néanmoins , son exécution entraînerait la responsabilité pénale ou civile tant du subordonné que du supérieur.

Dans l'état actuel de notre législation, la matière est réglée par l'article 28 du Code pénal militaire et les articles 152 et 260 du Code pénal.

D'une part, l'article 28 du Code pénal militaire rend coupable d'insubordination et de révolte "le militaire qui refusera d'obéir aux ordres de son supérieur ou s'abstiendra à dessein de les exécuter, lorsqu'il est commandé pour un service".

Les peines sont la destitution pour l'officier, l'emprisonnement militaire de trois mois à trois ans pour les sous-officiers, caporaux, brigadiers ou soldats.

En temps de guerre, ces peines sont, pour l'officier la détention de cinq à dix ans, et pour les sous-officiers, caporaux, brigadiers ou soldats de deux à cinq ans d'emprisonnement.

Si le fait a eu lieu en présence de l'ennemi, la peine est, pour tous les militaires, la peine de mort.

D'autre part, l'article 152 du Code pénal dispose :

.../...

"Article 152. Si l'inculpé justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs, pour des objets du ressort de ceux-ci et sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique, les peines portées par les articles précédents seront appliquées seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre".

Enfin, l'article 260, d'une portée absolument générale, dispose :

"Article 260. Lorsqu'un fonctionnaire ou officier public, un dépositaire ou agent de la force publique, aura ordonné ou fait quelque acte contraire à une loi ou à un arrêté royal, s'il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs, pour des objets du ressort de ceux-ci et sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique, il sera exempt de la peine qui ne sera, dans ce cas, appliquée qu'aux supérieurs qui auront donné l'ordre".

Ces dispositions du Code pénal et du Code pénal militaire sont conformes à la conception rigoureuse du règlement de discipline du 15 mars 1815, qui définit l'obéissance absolument passive comme la base même de la discipline militaire et dispose, en son article 1er, que celle-ci "requiert une obéissance prompte, fidèle et sans réplique aux ordres des chefs".

En disposant , en son article 11, § 2, alinéas 2 et 3, que l'ordre ne peut être exécuté quand il entraîne la perpétration d'un crime ou d'un délit, le projet crée une cause de justification du crime ou du délit d'insubordination ou de révolte établis par l'article 28 du Code pénal militaire.

.../...

L'adoption de l'article 11, § 2, du projet rendra donc nécessaire une modification dudit article 28. Le texte actuel devrait être précédé des mots :

"Sauf dans le cas prévu par l'article 11, § 2, alinéa 2, de la loi portant le règlement de discipline des forces armées ... ".

Quant aux articles 152 et 260 du Code pénal, la doctrine enseigne généralement que ces dispositions ne trouvent application que lorsque l'auteur n'a pu se méprendre quant au caractère manifestement criminel de l'acte accompli (voir : HAUS,"Principes généraux du droit pénal belge", T.I. 1879 , n° 612 et 613; SIMON , "Handboek van het Belgisch Strafrecht , 1948, n° 129; VANDER STICHELE , "Tenuitvoerlegging van een onwettig bevel", T.B.W. 1951, pp. 350 à 356 ; MARCHAL,"Annotations relatives à l'ordre illégal en droit militaire belge". Rev. droit pénal militaire et de droit de la guerre,1966.T.IV - 2 , pp. 275 à 288),et la Cour de Cassation, en son arrêt du 22 juillet 1949, déclare que l'ordre du supérieur ne constitue pas une cause de justification lorsque l'auteur n'a pu se méprendre sur le caractère criminel de l'ordre qui lui était donné (Pas. 1949, I. 561).

En disposant qu'un ordre ne peut être exécuté quand il entraîne manifestement la perpétration d'un crime ou d'un délit, le texte de l'article 11 aligne les textes sur cette interprétation doctrinale et jurisprudentielle.

.../...

"Les militaires doivent exécuter fidèlement les ordres qui leur sont donnés par leurs supérieurs dans l'intérêt du service.

Un ordre ne peut cependant être exécuté si cette exécution entraîne manifestement la perpétration d'un crime ou d'un délit".

Article 13.

Au § 2, les mots "attachés à l'individu" sont superflus et doivent être omis.

Le § 3 traite des menées tendant à renverser par la force les pouvoirs constitutionnels et "les institutions légales de l'Etat".

Il est proposé de rédiger le § 3 comme suit :

"Le militaire est tenu de révéler au Ministre de la Défense nationale les menées tendant à renverser par la force les pouvoirs et les institutions établis par la Constitution ou par la loi".

.../...

Le troisième alinéa du § 1er garantit aux militaires le droit d'exercer "leurs droits électoraux" au sein du parti.

En réalité, il s'agit du droit de prendre part aux élections organisées au sein des partis. Il serait préférable de définir cette faculté comme celle d'exercer les droits afférents à la qualité de membre du parti.

Il est proposé de rédiger l'article 15, § 1er, comme suit :

"Il est interdit aux militaires de se livrer à des activités politiques au sein de l'armée.

A l'exception des membres de la gendarmerie, les militaires peuvent s'affilier au parti politique de leur choix et y exercer les droits afférents à leur qualité de membre.

Ils ne peuvent toutefois y remplir d'autres fonctions que celles d'expert, de conseiller ou de membre d'un centre d'étude.

Toute autre participation active ou publique à la vie politique à un autre titre leur est interdite, même en dehors du service".

.../...

[illegible] des services publics".

Au § 2, les mots in fine "les autres membres de ce conseil pouvant être retraités" sont une répétition inutile.

Le § 3 est une simple déclaration d'intention et doit être omis.

Article 17.

Avec l'accord de l'officier délégué, il est proposé de rédiger la seconde phrase de l'article 17 comme suit :

"Ils veillent à ce que le personnel accomplisse consciencieusement ses obligations de service; ils répondent du bon usage ...".

*

Article 18.

A l'alinéa 1er, il serait préférable d'écrire :

"Sans préjudice des incompatibilités prévues par les lois particulières ... ".

A l'alinéa 2, le mot "prester" devrait être remplacé par "prêter" et le mot "affaires" par "entreprises".

.../...

Les faits énumérés au 1° et au 3° sont spécialement visés par le chapitre VII groupant les articles 54 à 57 du Code pénal militaire sous l'intitulé : "Des détournements, des vols et de la vente des effets militaires".

L'exposé des motifs commente cette disposition en disant qu'elle "offre la possibilité de maintenir dans le plan disciplinaire des faits peu graves, mais bien déterminés, qui seraient, sans elle, de la compétence des juridictions pénales".

S'il est de l'intention du Gouvernement de soustraire les contraventions et délits que peuvent constituer les faits énumérés à l'article 21, § 2, à la compétence des juridictions militaires, il conviendrait de prévoir une disposition expresse à cette fin.

Article 22.

L'article 22 énumère les punitions disciplinaires et les classe en punitions majeures et en punitions mineures.

On observera que l'article ler de l'arrêté royal du 4 février 1972 relatif à la procédure disciplinaire militaire (Moniteur du 12 février 1972) classe parmi les

.../...

projet de loi.

Article 24.

Puisqu'aux termes de l'article 22, § 1er, la remontrance ne peut être appliquée qu'aux militaires dont il est question au 2°, les termes "visé à l'article 22, § 1er, 2°," sont une répétition inutile.

*

Dans l'exposé des motifs, il est dit que la section II du titre II traite de la procédure disciplinaire.

En réalité , c'est tout le chapitre III du titre II qui traite de la procédure disciplinaire.

Il est proposé de corriger la phrase en ce sens et de la placer avant le commentaire consacré aux articles 30 à 36.

Article 30.

Pour mieux répondre aux intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été exposées au Conseil d'Etat, la finale de cet article devrait être rédigée comme suit :

.../...

L'article 33 confie aux commandants territoriaux le droit de punir les militaires qui commettent des transgressions à la discipline "lors de leur envoi en congé illimité".

Cette disposition est en contradiction avec l'article ler, 1°, b, du projet, qui ne rend applicables les dispositions de la loi que "jusqu'à la veille du jour où les militaires sont placés en congé illimité".

Article 38.

A cet article, les mots "directives déterminées par le Roi" devraient être remplacés par les mots "règles arrêtées par le Roi".

Article 41.

Il semble que ce soit par inadvertance que l'article 41 prévoit la mise sous contrôle du militaire, soit dans son unité, soit dans une chambre d'arrêt.

En effet, sur proposition du Conseil d'Etat, le Gouvernement a, dans l'arrêté royal du 4 février 1972, renoncé à prévoir la mise sous contrôle dans une chambre d'arrêt et n'a conservé que la mise sous contrôle du militaire dans son unité.

.../...

En accord avec le délégué du Gouvernement, il est donc proposé d'omettre les mots "ou dans une chambre d'arrêt".

Article 42.

A moins de modifier l'arrêté royal du 4 février 1972, il s'indique de reprendre, à l'article 42, les mêmes termes que ceux figurant à l'article 11 dudit arrêté.

Article 45.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 45.-

L'article 71, § 2, des lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962, modifié par la loi du 4 juillet 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Quel que soit leur grade, les miliciens qui ont subi ... (le reste comme au projet) ... ".

Article 46.

Cet article devrait précéder l'article 45.

Article 47.

Le texte suivant est proposé pour cet article :

"Article 47.-

Sont abrogés :

1° le décret impérial du 16 juin 1808 ... (la suite comme au projet) ... ;

2° ... (comme au projet) ... ;

3° ... (comme au projet) ... ;

.../...

4° l'arrêté du Prince Souverain des Pays-Bas unis, du 16 février 1814 réglant pour la Hollande les conditions requises pour le mariage des officiers;

5° les articles 4 à 14 du Code de procédure militaire du 20 juillet 1814;

6° l'arrêté du Prince Souverain des Pays-Bas unis, du 21 août 1814 portant que les règlements pour les troupes hollandaises seront mis en vigueur pour les troupes belges au 1er septembre, en tant qu'il met en vigueur en Belgique l'arrêté du Prince Souverain du 16 février 1814;

7° l'arrêté du Prince Souverain du 15 mars 1815 portant règlement de discipline militaire pour l'armée de terre, tel qu'il a été ultérieurement modifié;

8° l'arrêté royal du 17 avril 1815 qui ordonne la mise en vigueur en Belgique du Code pénal militaire et du règlement de discipline, en tant qu'il met en vigueur en Belgique les articles 4 à 14 du Code de procédure pénale militaire et le règlement de discipline militaire;

9° dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement provisoire du 27 octobre 1830 sur l'organisation provisoire de l'armée belge, les mots "et de discipline";

10° l'arrêté royal du 9 mai 1842 qui est relatif au mariage des officiers;

11° l'arrêté royal du 13 novembre 1908 apportant des modifications aux dispositions des arrêtés royaux du 9 mai 1842 et du 27 février 1857, sur le mariage des officiers;

12° l'arrêté royal du 15 janvier 1912 qui est relatif au mariage des élèves de l'Ecole royale militaire;

.../...

13° l'arrêté royal du 30 mai 1916 qui établit le nouveau règlement de discipline militaire, modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 1959, ainsi que les modèles y annexés;

14° l'arrêté royal du 24 mars 1920 qui est relatif au mariage des officiers;

15° l'article 35 de l'arrêté royal du 25 septembre 1959 relatif au statut des officiers de réserve;

16° l'article 99, alinéa 1er, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, modifié par la loi du 4 juillet 1964;

17° l'article 37, 12°, de l'arrêté royal du 27 juin 1966 organisant le service et le régime disciplinaire des objecteurs de conscience affectés à la protection civile;

18° l'article 12, 1°, de l'arrêté royal du 14 novembre 1968, relatif à l'organisation de l'école royale miliaire.

§ 2. Sont également abrogées toutes les dispositions réglementaires prises en exécution des textes cités au § 1er, 1° à 4° et 16°, ainsi que de l'article 22 de l'arrêté du Prince Souverain des Pays-Bas unis du 15 mars 1815 portant règlement de discipline militaire pour l'armée de terre".

De regeling van de militaire tucht in ons land is nog altijd die van het reglement van 15 maart 1815, dat bij decreet van de Soevereine Vorst van de Verenigde Provinciën der Nederlanden uitgevaardigd en bij een koninklijk besluit van 17 april 1815 op de Belgische Provinciën toepasselijk verklaard is (Rec. Lég. II, 643 en 652).

Het werd "jusqu'à révision ultérieure" in werking gehouden bij een besluit van het Voorlopig Bewind van 27 oktober 1830 betreffende de voorlopige organisatie van het Belgische leger (Rec. Lég. t. III, nr. 887).

Het reglement van 1815 is herhaaldelijk omgewerkt en aangevuld, namelijk bij een koninklijk besluit van 30 mei 1916.

Heeft het militaire tuchtreglement van 15 maart 1815 de waarde van een wetgevende tekst (Cass. 29 mei 1911, Pas. 1911, I, 306 ; Cass. 22 januari 1924, Pas. 1924, I, 147 ; Cass. 7 april 1930, Rev. dr. pén. et crim. 1930, blz. 486), het koninklijk besluit van 30 mei 1916 lijkt slechts in zijn bepalingen die het decreet van 15 maart 1815 bedoelen uit te voeren, wettig geacht te kunnen worden (Cass. 22 januari 1924, Pas. 1924, I, 147).

De goedkeuring van het onderhavige ontwerp zou dan ook de terugkeer betekenen naar een stelsel van rechtszekerheid, dat door de Raad van State al meer dan eens noodzakelijk is genoemd.

.../...

OPSCHRIFT.

Als opschrift wordt voorgesteld :

"Ontwerp van wet houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht".

ARTIKELEN.

Artikel 1.

In de inleidende volzin van § 1 schrijve men "Behoudens ermee strijdige bepalingen" in plaats van "Behoudens uitdrukkelijk tegenstrijdige bepalingen".

Artikel 2.

Ofschoon de memorie van toelichting voldoende duidelijk stelt welk geval hier bedoeld wordt, zou men er goed aan doen de tekst van dit artikel aan te vullen; men schrijve : "op de van de dienst uitgeslotenen en de uit het leger weggezondenen als bedoeld in artikel 15, § 4, van de gecoördineerde dienstplichtwetten".

Artikel 6.

In dit artikel schrijve men "wets- of verordeningsbepalingen".

.../...

Artikel 8.

Om niet te hoeven te herhalen wat al in artikel 7 is gezegd, schrappe men de eerste volzin. Het begin luidt dan :

"Het bevel moet op de dienst betrekking hebben ...".

Artikel 9.

Voor 2° wordt de volgende tekst voorgesteld :

"... opgelegd door de Grondwet, door wets- en verordeningsbepalingen, alsook door de reglementen, onderrichtingen en bevelen die op de krijgsmacht toepassing vinden;".

Het vervolg moet als overbodig worden geschrapt.

Artikel 11.

Naar de gemachtigde officier verklaart is de redactie van het eerste lid van § 2 van dit artikel niet conform de instructies van de Regering, die de inhoud van de bevelen tot de dienst wenst te beperken. In het eerste lid moeten de woorden "ter uitvoering van de wetten en de reglementen of" derhalve worden geschrapt.

Het tweede en het derde lid van § 2 regelen de gevolgen van het door een meerdere aan een ondergeschikte gegeven bevel waarvan de uitvoering het plegen van een misdaad of een wanbedrijf met zich mee zou brengen.

.../...

Het ontwerp stelt dat het bevel in dat geval niet mag worden uitgevoerd. Wordt het toch uitgevoerd, dan worden zowel de ondergeschikte als de meerdere strafrechtelijk of burgerrechtelijk aansprakelijk.

In de huidige stand van onze wetgeving wordt deze materie geregeld door artikel 28 van het Militair Strafwetboek en door de artikelen 152 en 260 van het Strafwetboek.

Aan de ene kant is "de militair die weigert aan de bevelen van zijn overste te gehoorzamen, of er zich met opzet van onthoudt die uit te voeren wanneer hij met een dienst is belast", krachtens artikel 28 van het Militair Strafwetboek schuldig aan insubordonatie en muiterij.

Voor officieren volgt hierop de afzetting, voor onderofficieren, korporaals, brigadiers en soldaten drie maanden tot drie jaar militaire gevangenisstraf.

In oorlogstijd wordt de officier gestraft met vijf tot tien jaar hechtenis, de onderofficier, korporaal, brigadier of soldaat met twee tot vijf jaar gevangenisstraf.

Werd de daad gepleegd tegenover de vijand, dan wordt de schuldige, wie hij ook wezen moge, met de dood gestraft.

Van zijn kant bepaalt artikel 152 van het Strafwetboek :

.../...

"Artikel 152. Indien de verdachte bewijst dat hij heeft gehandeld op bevel van zijn meerderen, in zaken die tot hun bevoegdheid behoren en waarin hij hun als ondergeschikte gehoorzaamheid verschuldigd was, worden de bij de vorige artikelen bepaalde straffen alleen toegepast op de meerderen die het bevel hebben gegeven".

Tenslotte bepaalt artikel 260, dat een volstrekt algemene reikwijdte heeft :

"Artikel 260. Wanneer een openbaar officier of ambtenaar, een drager of agent van de openbare macht enige handeling strijdig met een wet of met een koninklijk besluit heeft bevolen of verricht, blijft hij vrij van straf indien hij bewijst dat hij heeft gehandeld op bevel van zijn meerderen, in zaken die tot hun bevoegdheid behoren en waarin hij hun als ondergeschikte gehoorzaamheid verschuldigd was, in welk geval de straf alleen wordt toegepast op de meerderen die het bevel hebben gegeven".

Die bepalingen van het Strafwetboek en van het Militair Strafwetboek stemmen overeen met de strakke opvatting van het tuchtreglement van 15 maart 1815, dat een volkomen passieve gehoorzaamheid de grondslag van de militaire tucht noemt en in artikel 1 stelt dat deze "een onverwijlde getrouwe en stilzwijgende gehoorzaamheid aan de bevelen van de chefs" vereist.

Met de bepaling in artikel 11, § 2, tweede en derde lid, dat het bevel "niet mag worden uitgevoerd wanneer daardoor een misdaad of een wanbedrijf wordt begaan", voert het ontwerp een rechtvaardigingsgrond in voor de misdaad of het wanbedrijf van insubordinatie of muiterij, omschreven in artikel 28 van het Militair Strafwetboek.

.../...

Wordt artikel 11, § 2, van het ontwerp aangenomen, dan moet evengenoemd artikel 28 dus gewijzigd worden. Aan de huidige tekst zouden derhalve moeten voorafgaan de woorden :

"Behalve in het geval bedoeld in artikel 11, § 2, tweede lid, van de wet houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht ...".

Over de artikelen 152 en 260 van het Strafwetboek zegt de rechtsleer over het algemeen dat ze slechts toepassing vinden wanneer de dader zich niet heeft kunnen vergissen omtrent het kennelijk misdadige karakter van de verrichte handeling (zie HAUS, "Principes généraux du droit pénal belge", I. 1879, 612 en 613; SIMON, "Handboek van het Belgisch Strafrecht, 1948, 129; VANDER STICHELE, "Ten-uitvoerlegging van een onwettig bevel", T.B.W. 1951, blz. 350 tot 356; MARCHAL, "Annotations relatives à l'ordre illégal en droit militaire belge", Rev. droit pénal militaire et de droit de la guerre, 1966, IV-2 blz. 275 tot 288); en het Hof van cassatie verklaart in zijn arrest van 22 juli 1949 dat het bevel van een meerdere geen rechtvaardigingsgrond is wanneer de dader zich over het misdadige karakter van het hem gegeven bevel niet heeft kunnen vergissen (Pas. 1949, I. 561).

Door te bepalen dat een bevel niet mag worden uitgevoerd wanneer het kennelijk het plegen van een misdaad of een wanbedrijf met zich meebrengt, stemt artikel 11 de teksten af op die door rechtsleer en rechtspraak gegeven interpretatie.

.../...

De tweede volzin van het tweede lid en het derde lid van § 2 , die de beginselen van de aansprakelijkheid toepassen, mogen als overbodig worden geschrapt.

Voor de gehele § 2 wordt derhalve de volgende tekst voorgesteld :

"De militairen moeten getrouw de bevelen uitvoeren die hun door hun meerderen in het belang van de dienst worden gegeven.

Een bevel mag echter niet worden uitgevoerd wanneer deze uitvoering kennelijk het plegen van een misdaad of een wanbedrijf medebrengt".

Artikel 13.

In § 2 moeten de woorden "verbonden aan het individu" als overbodig worden geschrapt.

Paragraaf 3 heeft betrekking op "handelingen die er toe strekken, door geweld, de grondwettelijke machten en wettelijke instellingen van de Staat omver te werpen".

Voor deze § 3 wordt de volgende lezing voorgesteld :

"De militair is verplicht, handelingen die strekken tot het gewelddadig omverwerpen van de bij Grondwet of wet gevestigde machten en instellingen kenbaar te maken aan de Minister van Landsverdediging".

.../...

Artikel 15.

Het beroep op de "noodwendigheid van de militaire tucht" in het tweede lid van § 1 is een overweging die niet thuis hoort in een normatieve regel.

Het derde lid van § 1 waarborgt militairen het recht om hun kiesrecht in een partij uit te oefenen.

Bedoeld wordt eigenlijk het recht om deel te nemen aan de verkiezingen binnen een partij. Dat kan beter omschreven worden als de mogelijkheid om de aan het lidmaatschap van een partij verbonden rechten uit te oefenen.

Voor artikel 15, § 1, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Het is militairen verboden zich in te laten met politieke activiteiten in het leger.

Op de leden van de rijkswacht na mogen militairen lid worden van een politieke partij van hun keuze en er de aan hun lidmaatschap verbonden rechten uitoefenen.

Zij mogen er echter geen andere ambten vervullen dan die van deskundige, raadgever of lid van een studiecentrum.

Iedere andere actieve of publieke deelname aan het politieke leven in een andere hoedanigheid, zelfs buiten de dienst, is hun verboden".

.../...

Artikel 16.

Om in overeenstemming te blijven met de terminologie van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, vervange men in § 1 de woorden "die als representatief erkend worden van het overheidspersoneel" door de woorden "tot verdediging van de beroepsbelangen van het hele personeel der openbare diensten of van een gedeelte ervan".

In § 2 is het slot : "terwijl de andere leden van deze raad op rust gesteld mogen zijn", een nodeloze herhaling.

Paragraaf 3 is gewoon een verklaring van intentie, die moet vervallen.

Artikel 17.

Met instemming van de gemachtigde officier wordt voorgesteld , de tweede volzin van artikel 17 als volgt te lezen :

"Zij dragen zorg dat het personeel zijn dienstverplichtingen nauwgezet nakomt; zij staan in voor een goed gebruik en voor de bewaring ...".

*

.../...

Artikel 18.

In het eerste lid ware het beter te schrijven :

"Onverminderd de bij bijzondere wetten bepaalde onverenigbaarheden ...".

In het tweede lid vervange men "dienst presteren in ondernemingen" door "dienst verlenen in een bedrijf".

Artikel 21.

In § 1 moet het woord "hierna" als overbodig worden geschrapt.

Behalve het niet naleven van het bepaalde in titel I zijn volgens artikel 21, § 2, ook krijgstuchtelijke vergrijpen bepaalde feiten die strafrechtelijke misdrijven opleveren.

Op de onder 1° en 3° genoemde feiten slaat in het bijzonder hoofdstuk VII - de artikelen 54 tot 57 - van het Militair Strafwetboek : "Verduisteringen, diefstallen en verkoop van militaire voorwerpen".

De memorie van toelichting geeft als commentaar : "Op grond van deze bepaling wordt de mogelijkheid geboden weinig ernstige doch welbepaalde feiten binnen het raam van de krijgstucht te behandelen; bij ontstentenis van een dergelijke bepaling zouden die feiten onder de bevoegdheid van het strafrecht ressorteren".

.../...

Wenst de Regering de overtredingen en wanbedrijven, opgeleverd door de in artikel 21, § 2, opgesomde feiten, aan de bevoegdheid van de militaire gerechten te onttrekken, dan dient daarvoor een uitdrukkelijke bepaling te worden vastgesteld.

Artikel 22.

Artikel 22 somt de tuchtstraffen op en onderscheidt zware en lichte straffen.

Hier moge worden opgemerkt dat artikel 1 van het koninklijk besluit van 4 februari 1972 betreffende de militaire tuchtrechtspleging (Staatsblad van 12 februari 1972) bij de zware straffen indeelt "het arrest zonder acces, het arrest in de militaire gevangenis en het cachot", alle straffen welke het onderhavige wetsontwerp niet meer kent.

De terminologie van het besluit van 4 februari 1972 zou derhalve in overeenstemming moeten worden gebracht met het wetsontwerp.

Artikel 24.

Luidens artikel 22, § 1, kan de vermaning alleen nog worden uitgesproken tegen de militairen bedoeld in 2°; de woorden "bedoeld bij artikel 22, § 2, 2°," zijn dan ook een nodeloze herhaling.

*

.../...

In de memorie van toelichting wordt gezegd dat afdeling II van titel II handelt over de tuchtrechtspleging.

In feite handelt het hele hoofdstuk III van titel II daarover.

Voorgesteld wordt de passus in die zin te verbeteren en hem te plaatsen vóór de commentaar bij de artikelen 30 tot 36.

Artikel 30.

De bedoeling van de Regering, zoals ze aan de Raad van State werd uiteengezet, zou beter tot uiting komen als de slotzin van dit artikel als volgt werd gelezen :

"Wanneer deze militair echter genoodzaakt is een militair met meer anciënniteit of met een hogere graad te straffen, moet hij de zaak verwijzen naar diegene onder zijn meerderen die een hogere graad heeft dan de dader van het tuchtvergrijp. Die meerdere doet uitspraak".

Artikel 33.

Artikel 33 verleent de territoriale commandanten het recht om militairen die "de krijgstucht overtreden wanneer zij met onbepaald verlof worden gestuurd" te straffen.

.../...

Die bepaling strijdt met artikel 1, 1°, b, van het ontwerp, volgens hetwelk de bepalingen van de wet slechts toepasselijk zijn "tot daags vóór de dag waarop de militairen met onbepaald verlof worden gezonden".

Artikel 38.

In plaats van "door de Koning bepaalde richtlijnen" schrijve men "door de Koning vastgestelde regels".

Artikel 41.

Het lijkt aan onachtzaamheid te wijten als artikel 41 stelt, dat de militair in zijn eenheid of in een arrestkamer onder toezicht wordt geplaatst.

Op voorstel van de Raad van State had de Regering immers in het koninklijk besluit van 4 februari 1972 afgezien van het onder toezicht plaatsen in een arrestkamer en alleen het onder toezicht plaatsen van de militair in zijn eenheid aangehouden.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt derhalve voorgesteld de woorden "of in een arrestkamer" achterwege te laten.

.../...

Artikel 42.

Tenzij het koninklijk besluit van 4 februari 1972 wordt gewijzigd, lijkt het aangewezen in artikel 42 dezelfde woorden te gebruiken als in artikel 11 van dat besluit.

Artikel 45.

Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 45.-

Artikel 71, § 2, van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. De dienstplichtigen ... (voorts zoals in het ontwerp)...".

Artikel 46.

Dit artikel zou vóór artikel 45 moeten komen.

Artikel 47.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 47.-

Opgeheven worden :

.../...

1° het keizerlijk decreet van 16 juni 1808 ... (zoals in het ontwerp) ...;

2° ... (zoals in het ontwerp) ...;

3° ... (zoals in het ontwerp) ...;

4° het besluit van de Soevereine Vorst der Verenigde Nederlanden van 16 februari 1814 waarbij voor Holland de voorwaarden worden vastgesteld waaraan het huwelijk van de officieren moet voldoen;

5° de artikelen 4 tot 14 van het Wetboek van strafvordering voor het leger van 20 juli 1814;

6° het besluit van de Soevereine Vorst der Verenigde Nederlanden van 21 augustus 1814 houdende dat de reglementen voor de Hollandse troepen in werking worden gesteld voor de Belgische troepen op 1 september, in zover het het besluit van de Soevereine Vorst van 16 februari 1814 in werking stelt voor België;

7° het besluit van de Soevereine Vorst van 15 maart 1815 houdende reglement van krijgstucht of discipline voor het krijgsvolk te lande, zoals het naderhand is gewijzigd;

8° het koninklijk besluit van 17 april 1815 dat de inwerkingstelling in België beveelt van het Militair Strafwetboek en het tuchtreglement in zover het in België in werking stelt de artikelen 4 tot 14 van het Wetboek van strafvordering voor het leger en het reglement van krijgstucht;

9° in artikel 5 van het besluit van het Voorlopig Bewind van 27 oktober 1830 op de voorlopige organisatie van het Belgisch leger, de woorden "et de discipline";

10° het koninklijk besluit van 9 mei 1842 betreffende het huwelijk van officieren;

.../...

11° het koninklijk besluit van 13 november 1908 tot wijziging van de bepalingen van de koninklijke besluiten van 9 mei 1842 en van 27 februari 1857 betreffende het huwelijk van officieren;

12° het koninklijk besluit van 15 januari 1912 betreffende het huwelijk van leerlingen van de Koninklijke Militaire School;

13° het koninklijk besluit van 30 mei 1916 houdende vaststelling van het nieuwe militair tuchtreglement, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 december 1959, alsmede de erbij gevoegde modellen;

14° het koninklijk besluit van 24 maart 1920 betreffende het huwelijk van officieren;

15° artikel 35 van het koninklijk besluit van 25 september 1959 betreffende het statuut der reserveofficieren;

16° artikel 99, eerste lid, van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1964;

17° artikel 37, 12°, van het koninklijk besluit van 27 juni 1966 tot regeling van de dienst en het tuchtregime van de gewetensbezwaarden die bij de civiele bescherming zijn ingedeeld;

18° artikel 12, 1°, van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School.

.../...

§ 2. Eveneens opgeheven worden alle verordeningsbepalingen, vastgesteld ter uitvoering van de onder § 1, 1° tot 4° en 16° genoemde teksten, alsook van artikel 22 van het besluit van de Soevereine Vorst der Verenigde Nederlanden van 15 maart 1815 houdende het reglement van krijgstucht of discipline van het krijgsvolk te lande.

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

G. ARONSTEIN, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. H. VLIEBERGH, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. VLIEBERGH, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.